

En avant, marchons... en avant, bataillons

Thérèse Boutin

Number 46-47, 2021–2022

Pour l'université française à Sudbury

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1102587ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1102587ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut franco-ontarien

ISSN

0708-1715 (print)

1918-7505 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Boutin, T. (2021). En avant, marchons... en avant, bataillons. *Revue du Nouvel-Ontario*, (46-47), 39–45. <https://doi.org/10.7202/1102587ar>

En avant, marchons... en avant, bataillons¹

THÉRÈSE BOUTIN

En 1969, je suis allée à Ottawa au congrès fondateur de l'APMJOF, l'Assemblée provinciale des mouvements de jeunes de l'Ontario français². J'étais sensibilisée à « la lutte », comme disait mon père, lui-même membre de l'Ordre de Jacques-Cartier. Je savais, sans pouvoir me l'expliquer, qu'il fallait protéger la langue française et assurer sa survie et la culture qui y est rattachée. Et conformément à l'analyse de Rodrigue Landry³, « une communauté non interpellée par un leadership peut difficilement se mobiliser ». Ce leadership chez la jeunesse franco-ontarienne de l'époque était incarné, entre autres, par les frères Jean-François et surtout Jean-Paul Aubé et

¹ Chanson sacrée apprise dans ma jeunesse et dont je n'ai jamais oublié ni les paroles ni la mélodie, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2796532?docref=GAmuZ6p5wCNÝgcvyog2Y9w> (consulté le 7 septembre 2021).

² Michel Bock, « De la “tradition” à la “participation” : les années 1960 et les mouvements de jeunesse franco-ontariens », *Cahiers Charlevoix*, n° 8, 2010, p. 111-196, <https://doi.org/10.7202/1039319ar> ; Serge Dupuis, « Établissements bilingues et gouvernance francophone : espoirs et déroute du projet universitaire des Franco-Ontariens (1945-2008) », *Enjeux et société*, vol. 8, n° 2, 2021, p. 47-77, <https://doi.org/10.7202/1078489ar>.

³ Rodrigue Landry, « Autonomie culturelle, cultures sociétales et vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada », *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, n° 1, 202, p. 159-179, <https://doi.org/10.7202/1009213ar>.

leurs acolytes, des gars du Nord très inspirants. À mon retour d'Ottawa, chauffée à bloc, je voulais en faire plus. Mais c'est à Timmins et à Hearst que tout se passait... J'ai dû attendre d'être à l'université pour m'impliquer davantage.

Mais la flamme était allumée. J'avais déjà à mon actif quelques notes disciplinaires liées à mes requêtes, pas toujours exprimées de manière diplomatique, exigeant davantage de services en français dans mon High School à Iroquois Falls où j'ai fait la deuxième moitié de ma 12^e année et ma 13^e année⁴. J'ai même été expulsée une journée parce que, lors d'une assemblée des étudiants au gymnase, je m'étais levée sur ma chaise et j'avais demandé (crié, en fait) qu'il fallait chanter l'*Ô Canada* et non le *God Save the Queen*... Et malgré tout, on m'avait accordé la responsabilité de livrer le discours d'adieu aux finissantes et aux finissants⁵. J'avais alors demandé au directeur de l'école s'il s'agissait d'un acte de repentir de sa part, ce qui a failli me valoir une autre suspension. Le jour de la remise des diplômes, sur scène avec les dignitaires, tout orangistes et francs-maçons qu'ils étaient, j'ai refusé de me lever et de chanter le *God Save the Queen*, et mon discours a fait la manchette du *Timmins Daily Press*⁶.

J'ai été la première de ma famille à faire des études universitaires, certaines cousines, devenues enseignantes et infirmières, avaient fréquenté l'École des sciences de

⁴ J'ai fait mes études primaires à l'école du village (Val Gagné) et j'ai entrepris mon secondaire à l'Académie Sainte-Marie de Haileybury. Mais l'entrée en vigueur de la nouvelle *Loi sur l'éducation en français* a fait en sorte que j'ai dû quitter l'Académie pour aller à la Iroquois Falls Secondary School à partir de janvier 1969.

⁵ L'étudiant le mieux noté prononçait le discours d'adieu lors de la cérémonie de remise des diplômes (Harper Collins, 2021).

⁶ Archives personnelles, *Timmins Daily Press*, probablement du 8 juin 1970.

l'éducation (appelée École normale à l'époque) ou avaient suivi des stages dans un hôpital du nord de la province. J'ai été la seule fille de mon groupe de 13^e année à fréquenter l'université après le secondaire.

Je suis arrivée à Sudbury à l'automne 1970, prête à retrousser mes manches pour la prochaine bataille.

J'avais 18 ans. Cette première bataille a été les droits des femmes.

Au printemps, au moment de faire ma demande d'admission à l'Université Laurentienne et à la résidence, j'avais signé une clause de *in loco parentis*, qui donnait aux Jésuites qui géraient la résidence de l'Université de Sudbury, le pouvoir de prendre des décisions à la place de mes parents, mais aussi la responsabilité de veiller sur moi. J'étais mineure, à l'époque il fallait avoir 21 ans pour passer au stade de la majorité. Les Jésuites avaient donc décidé depuis plusieurs années déjà que filles et garçons ne seraient pas traités de la même façon, que ce droit issu de la *common law* dont ils bénéficiaient⁷ s'appliquait différemment selon le genre des élèves. Ainsi, à titre d'exemple, les filles devaient signer un registre au départ de la résidence pour assister à un cours du soir et signer à leur retour et elles devaient laisser la clé de leur chambre à la réception. Elles ne pouvaient pas découcher, même les week-ends, sans une invitation formelle de la famille d'accueil. Ç'en était trop! Je suis partie au front! Cela a pris deux ans, des gestes de désobéissance civile, une grève, des élections d'abord à la présidence du conseil de la résidence, puis à celle du conseil étudiant de l'Université de Sudbury, avant de pouvoir déclarer victoire.

⁷ Philip Lee, « The Curious Life of *In Loco Parentis* in American Universities », *Higher Education in Review*, n° 8, 2011, p. 65-90, <https://ssrn.com/abstract=1967912>.

Dans leur recension des écrits sur l'identité francophone des jeunes en milieu minoritaire, Christine Dallaire et Josianne Roma⁸ ont porté une attention particulière au rôle des activités parascolaires et des loisirs dans la reproduction identitaire. Plus spécifiquement, elles ont cherché à « mieux comprendre comment les jeunes participent à la reproduction de l'identité francophone dans le cadre de leurs propres initiatives de même que dans le cadre de leur participation à la vie culturelle francophone et aux activités communautaires. » En ce qui me concerne, je suis passée par une bataille féministe en faveur de droits égalitaires pour prendre conscience de mes capacités de leadership, notamment dans le grand cercle de la francophonie.

N'eût été de mon passage à la Laurentienne via l'Université de Sudbury, je suis profondément convaincue que je ne serais pas qui je suis aujourd'hui. L'Université a été pour moi un catalyseur, un transformateur de ma fibre identitaire. J'ai été chanceuse. Pendant les années 1970, même si j'ai suivi l'essentiel de mes cours en anglais au département de sciences politiques, je sentais que j'étais francophone et canadienne française⁹, capable de fonc-

⁸ Il est intéressant de noter que, dans la conclusion de leur étude (page 34), Dallaire et Roma notent « que le rapport qu'entretiennent les filles, les adolescentes et les jeunes femmes à la francité par rapport à celui qu'entretiennent les garçons, les adolescents et les jeunes hommes demeure pratiquement inconnu » (Christine Dallaire et Josianne Roma, « Entre la langue et la culture, l'identité francophone des jeunes en milieu minoritaire au Canada. Bilan des recherches », dans Réal Allard (dir.), *Actes du colloque pancanadien sur la recherche en éducation en milieu francophone minoritaire : bilan et perspectives*, Moncton, Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) et Centre de recherche et de développement en éducation (CRDE), Université de Moncton, 2003, p. 30-46).

⁹ Gaétan Gervais, « Le minoritaire culturel », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 11, 1990, p. 177-179; Gaétan Gervais, « Aux origines

tionner en français dans une institution bilingue. Et je l'ai fait. Avec le temps, et en prenant davantage ma place sur l'échiquier (théâtre¹⁰, grève au département de français, politique étudiante, comités consultatifs au Sénat, journalisme étudiant, etc.), je suis devenue franco-ontarienne.

Au cours de mes 40 années de vie professionnelle, de bénévolat et d'engagement communautaire, j'ai toujours travaillé en français. J'ai aussi continué d'étudier, et là où j'ai suivi des cours en anglais (York University et Queen's University), j'ai fait mes travaux en français. J'en avais pris l'habitude à la Laurentienne et je n'ai jamais même pensé qu'il pouvait en être autrement. Même si, intellectuellement, j'étais bien consciente d'être issue d'une communauté de langue officielle en situation minoritaire¹¹, je n'ai pas souffert du complexe du minoritaire ou, comme l'écrivait Benoît Cazabon¹², de « minoritude ». Cette certitude, je l'ai acquise à la Laurentienne.

Même si nous savions que la Laurentienne n'était pas parfaite, je suis d'avis qu'avec le temps, collectivement, nous nous sommes mis à espérer que Jean-Pierre Pichette¹³ ait tort, que la Laurentienne se sortirait de son impasse et de sa « situation désastreuse ». Hélas! Mais dans notre for intérieur, nous savions que c'était Gaétan Gervais qui

de l'identité franco-ontarienne », *Cahiers Charlevoix*, n° 1, 1995, p. 125–168, <https://doi.org/10.7202/1039462ar>.

¹⁰ J'ai été de la création et de la distribution de *Moé j'viens du Nord, stie*.

¹¹ Rodrigue Landry, « Autonomie culturelle, cultures sociétales et vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada », *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, n° 1, 202, p. 159–179, <https://doi.org/10.7202/1009213ar>.

¹² Benoît Cazabon, « Qui est minoritaire? », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 11, (1990), p. 211-212.

¹³ Jean-Pierre Pichette, « L'Université française en Ontario : une question de temps », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 7, 1995, p. 7-9.

avait raison quand il affirmait ceci : « [Q] ui, aujourd'hui, peut concevoir une société moderne sans université¹⁴? ».

Le mot de la fin, je le laisse à Serge Dupuis, lui aussi diplômé de la Laurentienne et participant à la table ronde des anciens lors du colloque Franco-Parole III. En évoquant les déboires de maintenant feu la Laurentienne, il a déclaré : « Nous avons été dépossédés ».

Je souhaite longue vie à l'Université de Sudbury, que je considère dorénavant comme mon *alma mater*. Elle aura sa pertinence sociale et jouera un rôle important dans le développement social, culturel et économique des Franco-Ontariens de partout dans la province.

¹⁴ Gaétan Gervais, « L'enseignement supérieur en Ontario français (1848-1965) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 7, 1985, p. 11-52.

Références

- Bock, Michel, « De la “tradition” à la “participation” : les années 1960 et les mouvements de jeunesse franco-ontariens », *Cahiers Charlevoix*, n° 8, 2010, p. 111–196, <https://doi.org/10.7202/1039319ar>.
- Cazabon, Benoît, « Qui est minoritaire? », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 11, 1990, p. 211-212.
- Dallaire, Christine, et Josianne Roma, « Entre la langue et la culture, l'identité francophone des jeunes en milieu minoritaire au Canada. Bilan des recherches », dans Réal Allard (dir.), *Actes du colloque pancanadien sur la recherche en éducation en milieu francophone minoritaire : bilan et perspectives*, Moncton, Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) et Centre de recherche et de développement en éducation (CRDE), Université de Moncton, 2003, p. 30-46.
- Dupuis, Serge, « Établissements bilingues et gouvernance francophone : espoirs et déroute du projet universitaire des Franco-Ontariens (1945-2008) », *Enjeux et société*, vol. 8, n° 2, 2021, p. 47-77, <https://doi.org/10.7202/1078489ar>.
- Gervais, Gaétan, « L'enseignement supérieur en Ontario français (1848-1965) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 7, 1985, p. 11-52.
- Gervais, Gaétan, « Le minoritaire culturel », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 11, 1990, p. 177-179.
- Gervais, Gaétan, « Aux origines de l'identité franco-ontarienne », *Cahiers Charlevoix*, n° 1, 1995, p. 125-168, <https://doi.org/10.7202/1039462ar>.
- Landry, Rodrigue, « Autonomie culturelle, cultures sociétales et vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire au Canada », *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, n° 1, 2012, p. 159-179, <https://doi.org/10.7202/1009213ar>.
- Lee, Philip, « The Curious Life of In Loco Parentis in American Universities », *Higher Education in Review*, n° 8, 2011, p. 65-90, <https://ssrn.com/abstract=1967912>.
- Pichette, Jean-Pierre, « L'Université française en Ontario : une question de temps », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 7, 1995, p. 7-9.